

LETTRE de Trotsky aux membres du Comité Central et de la Commission centrale de Contrôle du PCR(b)

8 octobre 1923

Top secret

Aux membres du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle¹

1. L'une des propositions de la Commission du camarade [Dzerjinski](#)² (sur les grèves et ainsi de suite) stipule que les membres du parti ayant connaissance de groupements au sein du parti doivent les signaler immédiatement à la GPU, au CC et à la CCC.

Il semblerait qu'informer l'organisation du parti que son cadre est utilisé par des éléments hostiles au parti est un devoir élémentaire de tout membre du parti, que cela ne doit pas faire l'objet d'une résolution spécifique six ans après la Révolution d'Octobre. L'apparition de la demande d'une telle disposition est un symptôme extrêmement inquiétant, à côté d'autres qui ne sont pas moins vivaces. La demande d'une telle disposition signifie: a) que dans le parti se sont créés des groupes d'opposition illégaux³, qui peuvent être dangereux pour la révolution, et b) que l'atmosphère du parti est telle qu'elle permet aux camarades qui connaissent ces groupes de ne pas en informer l'organisation du parti. Ces deux faits témoignent de la situation très détériorée au sein du parti depuis le XII^e Congrès, pour lequel 90 % du parti étaient unanimes d'après les indications des rapports du Comité Central. Il est vrai que cette estimation était exagérément optimiste à l'époque. De très nombreux membres du parti, et pas les pires, ont considéré les

1 Le texte utilisé pour cette traduction a été publié dans les *Izvestia du Comité central du PCUS* en mai 1990 puis repris sur le site [Rabkrin](#). Le texte avait été conservé dans l'Archive Centrale du Parti, Institut du Marxisme-Léninisme, fonds 17, inventaire 2, d. 685, feuillets 53-68; copie dactylographiée. Les notes sont celles des *Izvestia du Comité central du PCUS* sauf indication contraire. Traduction 2014 par Sylvestre Jaffard avec l'aide de MB (Note de la MIA).

La lettre de L.D. Trotsky a été écrite dans le contexte d'une aggravation de la crise économique dans le pays, ce qui constituait une menace pour l'« alliance » entre les ouvriers et les paysans, de la bureaucratisation croissante de l'appareil du parti, et aussi de l'activité marquée de la direction dite « troïka » (G.E. Zinoviev, L.B. Kamenev et Staline) pour discréditer et isoler politiquement Trotsky. Cette lettre a été écrite à l'occasion de la décision du plénum du CC de Septembre (1923) sur le changement de composition du Conseil Militaire Révolutionnaire de la République et l'introduction en son sein de six membres du CC du parti.

La lettre de Trotsky n'a jamais été publiée dans son intégralité. Des citations partielles sont d'abord apparues dans la revue [Sotsialisticheski Vestnik](#) (Berlin) № 11 (81) du 24 mai 1924, p. 9-10, et dans la presse soviétique — dans le magazine « Molodoï Kommounist », 1989, № 8, p. 49.

2 Il s'agit d'une commission composée de F.E. Dzerjinski, G.E. Zinoviev, V.M. Molotov, A.I. Rykov, I.V. Staline et M.P. Tomsy constituée pour analyser la situation économique et intérieure au parti suivant la résolution du Bureau politique du Comité central du 18 Septembre 1923. Les résultats de son travail ont été communiqués à la réunion élargie du Bureau politique le 20 Septembre et au plénum du CC le 23 Septembre. Les matériaux de cette commission n'ont pas pu être retrouvés. La Commission a été abolie par décision du Politburo le 24 Décembre 1923.

3 Il s'agit de la « Vérité ouvrière » et du « Groupe ouvrier du PCR. »
« La Vérité ouvrière » (Groupe central « La Vérité ouvrière ») — groupe illégal dans le PCR(b), qui s'est affirmé à l'automne 1921. Ses membres considéraient qu'avec la transition à la NEP, le PCR(b) « perdait irrévocablement le lien et l'unité avec le prolétariat. » « La Vérité ouvrière » s'est donné comme objectif « d'apporter une clarté de classe dans les rangs de la classe ouvrière. » Dans certaines de ses publications illégales elle se donnait comme tâche la formation d'un nouveau parti ouvrier.

Le « Groupe ouvrier du PCR » a été constitué au printemps-été 1923 par [G. Myasnikov](#) et Kuznetsov — anciens membres de l'« Opposition ouvrière » exclus du parti. Il fut rejoint par certains vieux bolcheviks, qui ne se soumettaient pas aux décisions du X^e et XI^e Congrès du PCR(b) sur l'inadmissibilité des groupements intérieurs au parti. Le « Groupe ouvrier du PCR » estimait nécessaire d'organiser des soviets de députés ouvriers dans toutes les usines ; d'élire la directions des trusts et des conglomerats au congrès des Soviets ; de maintenir le principe de la « démocratie prolétarienne » dans la gestion de l'industrie; de faire des syndicats des organes de contrôles ; d'abolir le Conseil des Commissaires du Peuple ; « d'éliminer la fraction dominante du parti » qui s'était « définitivement séparé de la classe ouvrière. »

Le plénum du CC du PCR(b) de septembre (1923) déclara que « La Vérité ouvrière » et le « Groupe ouvrier du PCR » menaient une « activité anti-communiste et anti-soviétique » et annonça que la participation à ces groupes était incompatible avec l'appartenance au PCR(b). Par une décision de la Commission centrale de contrôle en décembre 1923, les membres actifs de ces groupes ont été exclus du parti.

moyens et les techniques de convocation du XII^e congrès avec la plus grande préoccupation⁴. La plupart des délégués ont connu la même inquiétude. Il est indéniable que l'écrasante majorité du parti, indépendamment de la situation internationale et en particulier de la maladie du camarade Lénine était pleinement disposée à soutenir le nouveau Comité central. C'est justement cette aspiration à permettre l'unité et le succès du travail du parti, avant tout dans le domaine économique, qui a affaibli les groupements, et qui a amené beaucoup à étouffer le mécontentement et à contenir leur préoccupation légitime à la tribune du congrès. Six mois de travail du Comité Central ont cependant vu l'aggravation des méthodes et des procédés par lesquels le XII^e Congrès a été convoqué. Et le résultat interne au parti de cela a été la formation de groupes clairement hostiles et acharnés au sein du parti, ainsi que l'existence de nombreux éléments qui en connaissent la dangerosité et n'en donnent pas connaissance. On voit ici la gravité de la détérioration de la situation au sein du parti et l'isolement accru du Comité central par rapport au parti.

2. L'extrême détérioration de la situation interne a deux sources : a) le régime interne au parti, fondamentalement incorrect et malsain et b) l'insatisfaction des ouvriers et des paysans par rapport à la situation économique difficile, laquelle s'est développée non seulement en raison de difficultés objectives, mais aussi à la suite d'évidentes erreurs fondamentales dans la politique économique. Ces deux raisons sont étroitement liées l'une à l'autre, ainsi qu'il va être clarifié ci-dessous.

3. Le XII^e Congrès s'est assemblé sous le mot d'ordre de l'alliance. En tant qu'auteur des [thèses sur l'industrie](#), j'ai signalé au Comité Central avant le Congrès le grand danger que nos tâches économiques soient présentées aussi au XII^e Congrès de façon abstraite et agitative, alors qu'il s'agit d'appeler à « un tournant de l'attention et de la volonté du parti » dans la direction de tâches spécifiques et vitales avec comme but la baisse du coût de production des biens produits par les entreprises d'Etat. Je ne peux que conseiller à tous les membres du Comité central et de la Commission Centrale de Contrôle de se familiariser avec la correspondance qui a été menée sur ce sujet durant cette période dans le Bureau Politique⁵. Je démontrerais l'idée que si on se concentre sur une interprétation et une utilisation purement agitatrices du mot d'ordre d'alliance, sans prêter attention à son contenu économique réel (économie planifiée, concentration rigoureuse de l'industrie, baisse rigoureuse des frais généraux de l'Industrie et du Commerce), le rapport sur les problèmes d'organisation de l'industrie sera privé de signification pratique. Sur la demande de l'Assemblée plénière je lus, toutefois, le rapport, en cherchant, pour ma part, à ne pas gêner le travail du Comité central entrant, élu pour la première fois sans le camarade Lénine.

4. La résolution sur l'industrie⁶ réclame un renforcement et une amélioration de l'organisation du Gosplan, sa consolidation, en tant qu'organe planificateur dirigeant. Il est extrêmement significatif qu'après le XII^e Congrès, le Comité central ait reçu pour sa gouverne [une note du camarade Lénine](#) écrite déjà au moment de sa maladie qui exprime l'idée de la nécessité de doter le Gosplan de pouvoirs législatifs (ou plutôt, administratifs et réglementaires). En fait, le Gosplan a encore reculé pendant la période qui a suivi le congrès. Son travail sur des tâches spécifiques est utile et nécessaire, mais il n'a absolument rien à voir avec l'économie planifiée au sens approuvé par le XII^e Congrès. L'incohérence en matière de plan prend les formes les plus scandaleuses dans le travail des organes centraux et en particulier celui des organes principaux de l'économie d'Etat. Dans une plus grande mesure qu'avant le XII^e Congrès, les questions économiques les plus importantes sont décidées à la hâte au sein du Bureau Politique, sans préparation véritable, en dehors de leurs liens avec le plan. Les camarades [Rykov](#) et [Piatakov](#), à qui incombe la direction de l'industrie d'Etat, et pour le camarade Rykov également la direction

4 Le XII^e Congrès du PCR(b) a eu lieu à Moscou du 17 au 25 Avril 1923. En parlant des « moyens et méthodes » de convoquer le congrès, Trotsky a à l'esprit le fait que, à la veille du congrès dans de nombreuses conférences locales de parti les délégués au congrès ont été élus sans opposition, sur la recommandation des secrétaires des comités provinciaux, qui, à leur tour, à partir de l'été 1922 ont été élus sur recommandations du CC, c'est à dire en fait nommés par le Secrétariat.

5 Pour une partie de la correspondance, voir [Protocoles du 12^e Congrès du PC\(b\)R](#), pp. 816-820.

6 Ibid., pp. 675-688.

générale de l'économie, ont adressé le 19 septembre au CC un mémorandum dans lequel il est dit prudemment que « certaines des décisions du Politburo nous contraignent à prêter attention au fait que, dans le contexte actuel, le mandat qui nous est confié en ce qui concerne l'industrie d'Etat devient extrêmement difficile. » Il est vrai que les camarades nommés ont renoncé à envoyer leur lettre, au motif qu'il ne convenait pas de lancer un débat sur ce sujet au plénum. Mais cet circonstance formelle (le renoncement à envoyer la lettre), ne change absolument rien au fait que les dirigeants de l'activité économique caractérisent la politique du Politburo dans les questions économiques de décisions arbitraires, sans système, rendant « extrêmement difficile » toute gestion économique planifiée. En privé, cette estimation prend un caractère beaucoup plus catégorique. Il n'y a pas un organe du parti ou des soviets où les questions économiques sont examinées et mises au point dans leur cohérence interne et avec une perspective appropriée. Pour être tout à fait exact, il faut le dire : il n'y a pas de direction de l'économie, le chaos vient d'en haut.

5. Dans le cadre de cette lettre, je ne reviendrai pas sur les caractéristiques spécifiques de notre politique dans le domaine des finances, de l'industrie, de l'approvisionnement en céréales, des exportations de céréales, des taxes, car cela nécessiterait le développement d'une argumentation très complexe impliquant un grand nombre de documents. Maintenant, il ne peut y avoir aucun doute que l'une des principales causes de la crise commerciale et industrielle actuelle se suffit à elle-même, c'est à dire le caractère non soumis au plan économique général de notre politique financière. Certaines grandes réussites industrielles périssent ou risquent d'échouer à cause de l'incohérence entre des éléments fondamentaux de l'économie d'Etat, et — en raison de la nature de la NEP — chaque échec dans l'industrie d'Etat et dans le commerce d'Etat signifie une croissance du capital privé au détriment du capital d'Etat. La principale caractéristique du moment présent est le fait que l'écart grandissant de manière ahurissante entre les prix des produits industriels et agricoles est synonyme de la liquidation de la NEP, car pour le paysan — la base de la NEP — la raison pour laquelle il ne peut pas acheter est indifférente, que ce soit parce que ce commerce est interdit par décret, ou parce que deux boîtes d'allumettes valent autant qu'un poud de blé. Je ne vais pas maintenant dresser un tableau de la façon dont la concentration — question de vie ou de mort pour l'industrie — se heurte à chaque pas à des considérations « politiques » (c'est-à-dire étroitement locales) et avance beaucoup plus lentement que les prix des produits industriels. Mais je considère qu'il est nécessaire de s'arrêter sur un aspect de la question, qui, cependant, l'éclaire d'une lumière particulièrement brillante, en montrant en quoi dégénère la direction de l'économie par le parti en l'absence d'un plan, d'un système et d'une ligne correcte du parti.

Le XII^e Congrès a vu une débauche scandaleuses d'annonces publicitaires industrielles et commerciales de la part de certaines⁷ organisations du parti. Quelle est l'essence de cette débauche ? Dans le fait que d'autres organisations du parti, ayant pour mission de diriger les organismes économiques en les habituant à la plus haute intégrité, exactitude, économie, au sens des responsabilités, les décomposent, en recourant à la méthode la plus brutale et la plus dépensière de tromperie de l'Etat : au lieu de simplement imposer des taxes sur l'industrie au bénéfice des organisations du parti, ce qui serait illégal, mais qui aurait, au moins, un vrai sens, on a recours à la collecte forcée d'annonces vides de sens, pour lesquelles on gaspille par surcroît du papier, le travail d'impression, et ainsi de suite. La chose la plus scandaleuse à ce sujet est que les dirigeants d'entreprises ne se décident pas à résister à cette prédation et à cette démoralisation, et déposent humblement sur une demi-page ou sur une page des annonces d'un «Eclairer communiste »⁸ quelconque, selon les exigences exactes du secrétaire du comité provincial. Si l'un des gestionnaires de l'économie osait contredire ces demandes, c'est-à-dire s'il montrait une réelle compréhension du devoir du parti, il serait immédiatement enregistré dans la catégorie de ceux qui ne reconnaissent pas la « direction du parti », avec toutes les conséquences qui en découlent. Après le XII^e Congrès il n'y a eu à ce sujet aucune amélioration, à l'exception, peut-être, de quelques endroits spécifiques. Il ne faut rien comprendre à ce que signifie un travail

7 Voir [Protocoles du 12^e Congrès du PC\(b\)R](#), pp. 327-328.

8 Plusieurs journaux locaux portaient ce titre (note de la MIA).

économique correct et le sens de la responsabilité pour se voiler la face sur ce type de « direction » économique ou pour considérer ce type de phénomènes comme n'ayant pas une grande importance.

6. Sans aucun doute, le XII^e Congrès, avec l'ensemble du Parti, a cherché à renforcer l'influence en tant que direction et qu'organe de contrôle du parti sur les organes économiques — principalement en confiant aux dirigeants d'entreprises de réelles responsabilités en ce qui concerne les moyens et les résultats de leur gestion. Mais précisément sur cette ligne (initiative, économie, responsabilité, etc.) les résultats sont négligeables. Et le mécontentement des masses est causé principalement par le gaspillage et l'absence de contrôle de très nombreux organismes économiques, dont les dirigeants obéissent d'autant volontiers à la soi-disant « direction » du parti (sous la forme d'annonces vides de sens et autres dîmes) que l'ensemble de leur activité fondamentale reste en dehors de toute direction et contrôle réels.

7. La dernière session plénière du Comité Central a créé une commission spéciale pour la réduction des frais généraux et la baisse des prix⁹. Ce fait même est un signe brutal du caractère erroné de notre travail économique. Tous les éléments de prix ont été analysés en leur temps et les résolutions du XII^e congrès pour réduire les coûts de production et les frais commerciaux ont été adoptées à l'unanimité¹⁰. Les institutions qui devaient mettre en œuvre ces résolutions sont connues : ce sont le Conseil suprême de l'Economie Nationale, le Gosplan, le Conseil du Travail et de la Défense et le Politburo, en tant qu'organe politique dirigeant. Que signifie dans ce contexte la création d'une commission spéciale ? Que les organismes permanents qui ont comme tâche directe la production à bon marché n'ont pas donné les résultats nécessaires. Que peut faire la commission spéciale ? En agissant de manière indirecte, elle peut, dans tel ou tel cas, tirer, pousser, pressurer, et enfin, tout simplement décréter administrativement la réduction de tel ou tel prix. Mais il est absolument évident que la réduction mécanique des prix par les organes de l'État, sous l'influence d'une impulsion politique, ne peut dans la plupart des cas qu'enrichir les intermédiaires et a peu de chances d'affecter le marché paysan. Fermer les ciseaux¹¹, c'est-à-dire s'approcher d'une alliance économique réelle ne peut être réalisé que de manière organique : concentration planifiée radicale, et non improvisée, et l'accomplissement organique de la réduction des frais généraux et la garantie d'une responsabilité réelle des gestionnaires économiques pour les méthodes et pour les résultats de leur gestion. La création même d'une commission pour réduire les prix est éloquent et constitue en même temps la preuve assassine de comment une politique ignorant la valeur d'une régulation planifiée flexible, sous l'influence de ses propres conséquences inévitables, en revient aux tentatives de la période du communisme de guerre de fixer les prix autoritairement. L'un complète l'autre, en sapant l'économie et non en l'assainissant.

8. Un écart monstrueux des prix, avec le poids de la taxe unique, pesant principalement de par son incompatibilité avec les relations économiques réelles a de nouveau causé un extrême mécontentement chez les paysans. Ce dernier se reflète dans le moral des travailleurs, directement et indirectement. Enfin, le moral des travailleurs une fois changé a conquis la base du parti. Les groupes d'opposition ont repris et se sont renforcés. Leur mécontentement s'est accentué. Ainsi l'alliance — depuis le paysan — en passant par l'ouvrier — jusqu'au parti — s'est muée pour nous en son contraire. Qui n'a pas prévu plus tôt ceci ou a fermé les yeux jusqu'à ces derniers jours a reçu une leçon de choses. Les formules agitatoires générales sur l'alliance donnent des résultats exactement opposés sans résoudre le problème central : la rationalisation de l'industrie de l'État et le resserrement des ciseaux. C'est là l'essence des affrontements aigus au sein du Politburo à la veille du XII^e Congrès. La vie a donné à cette dispute une réponse incontestable. Cette cruelle leçon, que nous n'avons pas encore commencé à résorber, aurait pu être évitée, au moins pour la moitié, sinon les trois quarts, avec une prise en compte correcte de

9 Il s'agit du plénum du CC du PCR(b) de septembre (1923).

10 Voir [Protocoles du 12^e Congrès du PC\(b\)R](#), pp. 680-681.

11 « Effet ciseaux » — l'écart croissant des prix des produits de l'industrie et de l'agriculture. Au début octobre 1923, l'indice des prix de détail par rapport à 1913 était respectivement de 187 et 58 (*Ekonomičeskaïa Jizn*, 1^{er} octobre 1923).

l'interaction des facteurs économiques et avec une approche planifiée des problèmes économiques fondamentaux.

9. Le XII^e Congrès a souligné comme l'une des tâches importantes du nouveau Comité central une sélection rigoureuse des dirigeants d'entreprises depuis le haut jusqu'en bas¹². L'attention de l'Orgburo dans le domaine de la sélection des fonctionnaires est, cependant, partie dans une direction tout à fait différente. En ce qui concerne les nominations, révocations, mutations, les membres du parti, ont principalement prêté attention à la mesure dans laquelle ils peuvent renforcer ou affaiblir le maintien d'un régime au sein du parti qui — de façon privée et informelle, mais d'autant plus réelle — passe par l'Orgburo et le Secrétariat du Comité central. Au XII^e Congrès on a dit au Parti que le CC a besoin de personnes « indépendantes ». Il n'est à présent nul besoin de commenter ce mot. Après cela le critère d' « indépendance » a été introduit pour la nomination par le Secrétariat général¹³ des secrétaires comités de provinces et même, du haut vers le bas, jusqu'à la dernière cellule. Ce travail de sélection par la hiérarchie du parti de camarades qui sont reconnus comme indépendants par le secrétariat au sens ci-dessus, s'est déployé avec une force sans précédent. Il est inutile de donner quelques exemples maintenant, alors que le parti entier connaît et discute de centaines de faits parmi les plus remarquables. Je pointerai seulement l'Ukraine, où les graves conséquences de ce travail vraiment perturbateur ne peuvent pas ne pas se manifester dans les mois à venir.¹⁴

10. Dans le moment le plus brutal du communisme de guerre le recours à la désignation à l'intérieur du parti n'atteignait pas un dixième de son étendue actuelle. La nomination de secrétaires de comités de provinces est maintenant devenu la règle. La position du secrétaire est de ce fait essentiellement indépendante par rapport à l'organisation locale. Si il y a opposition, critique, insatisfaction, le secrétaire court se faire transférer, avec l'aide du centre. Lors d'une réunion du Politburo il a été déclaré avec satisfaction que, lors de fusions de provinces, la seule question qui intéressait les organisations fusionnant était de savoir qui serait secrétaire du comité de province unifié. Désigné par le centre, et de ce fait presque indépendant de l'organisation locale, le secrétaire est, à son tour, une source de nominations et de révocations additionnelles — dans les limites de la province. L'appareil du secrétariat, créé du haut vers le bas, est de plus en plus autonome, rassemble en ses mains tous les fils. La participation de la masse du parti à la formation réelle de l'organisation du parti est de plus en plus transparente¹⁵. Il s'est formé au cours des derniers dix-huit mois une psychologie secrétariale spécifique, dont la principale caractéristique est la conviction que le secrétaire est capable de résoudre toutes les questions sans les avoir étudiées sur le fond. Nous voyons très souvent comment des camarades qui n'ont manifesté aucune qualité d'organiseurs, d'administrateurs ou autre quand ils étaient à la tête d'institutions soviétiques, se mettent à résoudre de manière autoritaire les problèmes économiques, militaires et autres dès l'instant où ils atteignent le poste de secrétaire. Cette pratique est d'autant plus dangereuse qu'elle disperse et détruit le sens de la responsabilité.

11. Le X^e Congrès du Parti s'est déroulé sous le signe de la démocratie ouvrière¹⁶. Beaucoup de discours en faveur de la démocratie ouvrière m'avaient paru exagérés à l'époque, substantiellement démagogiques en raison de l'incompatibilité d'une démocratie ouvrière totale, pleinement développée avec un régime de dictature. Mais il était absolument clair que le carcan de la période du communisme de guerre devait céder la place à une vie publique du parti plus large et plus intense. Toutefois, le régime qui s'était déjà formé pour l'essentiel avant le XII^e Congrès, et qui a été définitivement renforcé et formalisé par la suite, se situe beaucoup plus loin de la démocratie ouvrière que le régime des périodes les plus dures du communisme de guerre.

12 Voir [Protocoles du 12^e Congrès du PC\(b\)R](#), pp. 673.

13 Il s'agit du Secrétariat du Comité central du PCR(b).

14 Trotsky fait référence au remplacement du président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine [K. Rakovsky](#) et au remplacement de nombreux fonctionnaires soviétiques après le plénum du CC du PC(b) d'Ukraine de juin (1923).

15 Sic. « Fantômatique » semble mieux convenir (« prizratchnym » plutôt que « prozratchnym »). N.d.Ed.

16 Le X^e Congrès du PCR(b) a eu lieu à Moscou du 8 au 16 mars 1921. Une résolution, entre autres, a été adoptée « sur les questions de la construction du parti », où il est question de la nécessité de démocratiser la vie intérieure du parti (voir [Dixième Congrès du PCR\(b\). Compte rendu sténographique](#), 1963, p. 559-571).

La bureaucratisation de l'appareil du parti a atteint un développement sans précédent de par l'emploi des méthodes de sélection secrétariale. Si aux heures les plus cruelles de la guerre civile, nous dans les organisations du Parti, et même dans la presse, parlions de l'embauche des spécialistes, de l'armée partisane et régulière, de la discipline, etc., etc., à présent il n'y a pas trace d'un tel échange de vues franc sur les questions qui agitent vraiment le parti. Il s'est créé une très large couche de fonctionnaires du parti occupés dans l'appareil de l'Etat ou du parti qui refusent catégoriquement d'avoir une opinion particulière de parti, en tous cas une opinion ouvertement exprimée, comme si on considérait que la hiérarchie secrétariale est l'appareil qui crée les opinions du parti et les décisions du parti. Sous cette couche qui s'abstient d'une opinion propre se trouve la large couche des masses du Parti, à qui toute résolution apparaît déjà sous la forme d'un mot d'ordre ou d'un décret. Dans cette couche de base il y a énormément de mécontentement, légitime ou ayant des causes fortuites. Le mécontentement n'est pas résorbé par un franc échange d'opinions lors des réunions du Parti, ni par l'action des masses sur l'organisation du parti (élection des secrétaires des comités du Parti et ainsi de suite), mais s'accumule en secret, puis conduit à des abcès internes. A l'heure ou l'appareil officiel, c'est-à-dire secrétarial du parti donne de plus en plus l'image d'un organisation qui a atteint une homogénéité presque automatique, les réflexions et les jugements sur les questions les plus pressantes et douloureuses se font en contournant l'appareil officiel du parti et créent les conditions pour des groupements illégaux au sein du parti .

12. Au XII^e Congrès a été officiellement adopté l'orientation sur les vieux bolcheviks¹⁷. Il est tout à fait évident que les cadres des vieux bolcheviks clandestins se considèrent comme le levain du parti et son épine dorsale organisationnelle. On peut et on doit promouvoir le recrutement de vieux bolcheviks aux postes dirigeants du parti par tous les moyens normaux idéologiques et partisans, bien sûr à condition que soient présentes d'autres qualités nécessaires. Mais la manière dont cette sélection se fait maintenant — la désignation depuis le haut vers le bas — contient en elle le grand danger qu'y compris les vieux bolcheviks soient divisés par le haut en deux groupes au moyen du critère d' « indépendance ». Le vieux bolchevisme, en tant que tel, devient aux yeux du parti entier le responsable de toutes les caractéristiques du régime actuel au sein du parti et de ses graves erreurs dans la construction économique. Nous ne devons pas oublier que la grande majorité des membres de notre parti se compose de jeunes révolutionnaires sans expérience de clandestinité ou de transfuges venus d'autres partis. L'essor actuel du mécontentement contre un appareil secrétarial se suffisant à lui-même, et qui s'identifie au vieux bolchevisme peut avoir — si les choses continuent de suivre le même cours — les plus graves conséquences pour la conservation de l'hégémonie idéologique et de la direction organisationnelle par les bolcheviks qui ont connu la clandestinité dans notre parti qui compte à présent 500 000 membres.

13. La tentative du Politburo de bâtir un budget sur la vente de vodka¹⁸, c'est-à-dire de rendre les rentrées de l'Etat ouvrier indépendantes des succès de la construction économique, était un terrible symptôme. Seule une forte protestation à l'intérieur du CC et au-delà a fait cesser cette tentative, qui aurait été un coup dur non seulement pour le travail économique, mais pour le parti lui-même. Cependant, l'idée d'une future légalisation de la vodka par le Comité central n'a pas été rejetée jusqu'à maintenant. Il ne fait absolument aucun doute qu'entre la nature autonome de l'organisation secrétariale, de plus en plus indépendante du parti, et la tendance à créer un budget aussi indépendant que possible de la réussite ou de l'échec de la construction collective du parti, il existe un lien interne. La tentative de faire d'une attitude négative envers la légalisation de la vodka un quasi-crime contre le parti et l'éloignement de la rédaction de l'organe central du camarade qui a exigé la liberté de discussion de ce plan désastreux, restera à jamais l'un des moments les plus indignes de l'histoire du parti.

17 Voir [Protocoles du 12^e Congrès du PC\(b\)R](#), pp. 705-706.

18 Au plénum du CC du PCR(b) qui s'est tenu les 26 et 27 Juin 1923 a été examinée à nouveau la mise en place d'un monopole d'Etat sur la vente de vodka. Dans ses lettres de cette période, en particulier, dans une lettre au Comité central et à la Commission centrale de contrôle du PCR(b) du 29 Juin Trotsky se déclare catégoriquement opposé à cette mesure.

14. Dans l'armée se reflètent tout aussi lourdement la conduite sans système de l'économie que le régime interne du parti caractérisé ci-dessus. Les décisions du Politburo concernant l'armée ont toujours un caractère épisodique, aléatoire. Les principaux problèmes de construction de l'armée, de sa préparation pour le déploiement militaire n'ont jamais été examinés au Politburo, comme la multitude embrouillée de questions disparates que le Politburo n'a jamais l'occasion d'examiner dans son intégralité et de façon planifiée, systématique. Les chocs économiques et internationaux amènent à des décisions à l'égard de l'armée directement contradictoires dans des périodes extrêmement courtes de la part du Politburo. Afin de ne pas aller plus loin, j'attire l'attention sur le fait qu'au moment de l'ultimatum de Curzon¹⁹ il a été soulevé deux fois au Politburo la question de l'augmentation des effectifs de l'armée de 100 ou 200 000 personnes, et beaucoup d'efforts ont été consacrés à résister à cette proposition. En juillet, alors que je suis en congé, le plénum du CC a chargé le Conseil militaire révolutionnaire de rédiger une réduction de l'armée de 50 ou 100 000 personnes. Cette mission a été mise au point très attentivement par l'état-major en juillet et en août. À la fin août, elle a été supprimée sous l'influence des événements en Allemagne²⁰ et un plan de renforcement de l'armée est venu à sa place. Chacune de ces décisions, exigeant une préparation complexe et intense, suscite un certain nombre de propositions, de commandes et de demandes propres du centre vers la périphérie. Ces dernières donnent l'impression que le Conseil Militaire Révolutionnaire est privé de toute idée directrice dans son travail. Un membre du comité central qui semble être en mesure de savoir d'où viennent les à-coups, a même trouvé possible de formuler cette conclusion sur le caractère contradictoire des injonctions du Conseil militaire révolutionnaire par écrit dans un magazine militaire du district militaire ukrainien.

Il ne porte pas de coups moins forts en ce qui concerne la cohésion morale du parti qu'en ce qui concerne le mode de sélection dans le parti, qui s'exerce derrière le paravent des institutions officielles du Parti. Exactement le même travail systématique, qui a été réalisé par en haut contre, par exemple, l'ancien conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, a été fait et continue de se faire contre le Conseil militaire révolutionnaire de la République. Le rythme de travail dans ce dernier cas est un peu plus lent et ses formes sont plus prudentes et masquées. Mais pour l'essentiel, dans un cas comme dans l'autre, il y a une affectation préférentielle pour les fonctionnaires disposés à contribuer à l'isolement de l'organe directeur de l'armée. Dans les relations internes de l'appareil militaire une dualité est introduite par en haut. A mots couverts, et parfois tout à fait ouvertement, le Comité Révolutionnaire Militaire est opposé au parti, bien qu'il n'y ait guère d'institution soviétique qui suive avec une telle rigueur, dans l'esprit et dans la lettre, non seulement la position du parti telle qu'elle est exprimée à ses congrès, mais aussi toutes les décisions du Politburo, ne permettant en ses murs aucune condamnation, ni même une discussion de ces décisions, bien que, comme il a été déjà mentionné ci-dessus, elles ne se distinguent pas toujours par leur opportunité ou par leur cohérence. Le plus simple serait de changer le Conseil militaire révolutionnaire. Cependant, sans oser encore franchir cette étape, l'Orgburo cultive dans le domaine militaire une politique organisationnelle qui contraint tous les fonctionnaires sérieux de l'armée à se poser avec impatience la question de ce sur quoi bute ce travail et de là où il mène.

15. Garantir la capacité au combat de l'armée dépend à présent aux neuf dixièmes non du département militaire, mais de l'industrie. L'absence générale de système dans l'économie se reflète, bien sûr, totalement et entièrement dans l'industrie, qui est au service de l'armée. Le changement de personnel dirigeant, effectué ici encore sur le critère de « l'indépendance » a été réalisé avec une telle rapidité que dans la période actuelle où pèse une responsabilité exceptionnelle, l'industrie militaire, où le travail devrait être mené avec une énergie décuplée, a été laissée sans direction réelle pendant presque trois mois.

19 Le mémorandum du ministre britannique des affaires étrangères [G. Curzon](#) du 8 mai 1923 fut une tentative infructueuse de faire pression sur le gouvernement soviétique. L'incident a causé une détérioration à court terme des relations soviéto-britannique, a été résorbé en quelques semaines et a contribué à renforcer la position internationale de l'URSS.

20 Il s'agit des événements révolutionnaires qui étaient allés crescendo depuis la fin de l'été 1923 en Allemagne.

Plutôt que de concentrer son attention sur l'industrie dans son ensemble, et sur l'industrie militaire en particulier, une tentative a été faite au dernier plénum de faire entrer au Comité révolutionnaire militaire un groupe de membres du Comité central, avec le camarade Staline à leur tête²¹. Quel que soit le sens de cette mesure du point de vue interne au parti, qui ne demande pas d'éclaircissement, l'annonce même du nouveau Comité révolutionnaire militaire ne peut pas être compris par nos voisins autrement que comme une transition vers une politique nouvelle, c'est à dire agressive. Seule ma protestation, exprimée sous la forme la plus résolue, a empêché le plénum de mettre en œuvre ces mesures immédiatement. Le plénum a remis la constitution d'un nouveau Comité Révolutionnaire militaire « à la mobilisation ». À première vue, il semble impossible de comprendre pourquoi prendre une telle décision pour l'avenir, en la diffusant à des dizaines d'exemplaires, alors qu'on ne sait absolument pas quand et dans quelles conditions la mobilisation s'effectuera, si elle s'effectue, et qui le parti pourra consacrer au travail militaire à ce moment. Mais en fait, cette résolution vague à première vue est une de ces étapes préparatoires indirectes à l'avancée pour atteindre l'objectif en vue, qui sont courantes dans la pratique de la majorité du Politburo et du Bureau d'organisation. En outre, le plénum a décidé de placer immédiatement au Conseil militaire révolutionnaire un ou deux membres du Comité central, « spécialement pour l'observation de l'industrie militaire », qui n'est absolument pas assujettie au CMR, et qui s'est trouvée sans direction pendant presque trois mois. Sur cette base, le Politburo a introduit les camarades [Lachevitch](#) et [Voroichilov](#) au Conseil révolutionnaire alors qu'au surplus le camarade Voroichilov, désigné « spécialement pour surveiller l'industrie militaire » reste à Rostov. Dans son essence, cette mesure aussi a le caractère préparatoire indiqué ci-dessus. Ce n'est pas pour rien que le camarade [Kuibichev](#), à propos de la critique que je lui avais adressée, suivant laquelle les véritables motifs des modifications proposées au sein du Conseil révolutionnaire n'avaient rien à voir avec les motifs déclarés officiellement, non seulement n'a pas nié cette contradiction — comment la nier ? — mais m'a dit directement : « Nous considérons qu'il est nécessaire de mener un combat contre vous, mais nous ne pouvons pas vous déclarer comme ennemi ; voilà pourquoi nous devons recourir à de telles méthodes ».

16. La crise actuelle du parti qui se développe rapidement ne peut évidemment pas être close par des mesures répressives, qu'elles soient correctes ou non dans chaque cas individuel. Les difficultés objectives du développement sont très grandes. Mais elles n'allègent en rien, et elles aggravent un régime de parti fondamentalement mauvais ; en déplaçant l'attention loin des tâches créatives vers le groupement de parti ; par la sélection artificielle de fonctionnaires, très souvent en ne considérant pas leur autorité dans le parti et dans le système soviétique ; par le remplacement d'une direction crédible et compétente par des ordres formels, en comptant uniquement sur la discipline passive de tout un chacun. En sapant le développement économique, ce régime interne du parti a été et est toujours la cause directe de l'insatisfaction croissante de certains, de l'apathie et de la passivité d'autres, de la prise de distance effective avec le travail d'autres encore. Le parti pourrait exister temporairement avec l'actuel et accablant régime interne du parti, si il assurait des succès économiques. Mais ce n'est pas le cas. Voilà pourquoi ce régime ne peut pas durer longtemps. Il doit être changé.

17. Même si le manque de système de la politique économique et de la bureaucratie secrétariale dans la politique du parti ont créé de l'anxiété bien avant le XII^e Congrès, il semble que d'un autre côté personne ne s'attendait à ce que cette politique démontre son inconsistance aussi vite. Le parti entre dans ce qui est peut-être la période la plus critique de son histoire avec le lourd poids des erreurs de ses organes dirigeants. L'activité du parti est mise en sourdine. Avec la plus grande anxiété, le parti observe les contradictions flagrantes du travail économique avec toutes leurs conséquences. Le parti observe avec une anxiété peut-être encore plus grande la dualité du parti introduite artificiellement par en haut au prix de l'affaiblissement des organes dirigeants du parti et des soviets. Le parti sait que les motifs officiels de nominations, transferts,

21 Il est fait référence à la décision de Plénum du Comité central du Conseil militaire révolutionnaire de la République de septembre d'introduire plusieurs membres du Comité central et de créer à côté du président du CMR un organe exécutif, qui devait inclure S.S. Kamenev, [I.L. Piatakov](#), [E.M. Skliansky](#), [M.M. Lachévitch](#), [Staline](#) et d'autres. (voir Archive Centrale du Parti, Institut du Marxisme-Léninisme, f. 17, inventaire 2, d. 103, feuillets 2-3 ; fonds 17, inventaire 3, d. 384, f. 3).

mutations, ne coïncident pas toujours avec les motifs réels et les intérêts de la cause. En conséquence, le parti craque. Au moment du sixième anniversaire de la Révolution d'Octobre et à la veille de la révolution en Allemagne le Politburo a discuté d'un projet de résolution stipulant que chaque membre du parti doit informer les organismes du parti et le GPU au sujet des factions illégales au sein du parti.

Il est tout à fait évident qu'un tel régime et un tel climat dans le parti sont incompatibles avec les tâches qui peuvent croître et se développer du fait même de la révolution allemande. Il faut mettre fin à la bureaucratie secrétariale. La démocratie dans le parti — en tous cas dans les limites sans lesquelles le parti est menacé d'ossification et de dégénérescence — devrait rentrer dans ses droits. La base du parti doit exprimer dans les cadres du parti en quoi elle est insatisfaite, et obtenir une réelle possibilité, conformément aux statuts du parti et, chose plus importante encore, conformément à tout l'esprit de notre parti, de constituer son appareil organisationnel. Nous avons besoin de regrouper les forces du parti, selon les besoins réels de travail, notamment dans l'industrie et en particulier l'industrie militaire. Sans véritable mise en œuvre des décisions du XII^e Congrès au sujet de l'industrie, il est impossible de garantir un quelconque niveau stable des salaires ouvriers et l'augmentation systématique de ce niveau. L'issue la plus indolore et la plus courte serait une prise de conscience de la part du groupe dirigeant actuel de toutes les conséquences de son régime encouragé artificiellement et une volonté sincère de faciliter un tournant dans la vie du parti sur des bases saines. Dans ce cas, les méthodes et les formes d'organisation pour le changement d'orientation pourraient être trouvées sans difficulté. Le parti pousserait un soupir de soulagement. C'est précisément ce chemin que je propose au CC.

18. Les membres du Comité central et la Commission centrale de contrôle savent que tout en combattant avec détermination et rigueur au sein du Comité central contre une politique mensongère, notamment sur les plans économique et intérieur au parti, j'ai évité à toutes forces de faire de la lutte à l'intérieur du CC un tribunal même pour un cercle très restreint de camarades, en particulier ceux qui occuperaient une place importante au Comité central, ou dans la CCC dans le cadre d'une quelconque orientation correcte à l'intérieur du parti. Je dois constater que mes efforts dans cette direction durant dix-huit mois ont été vains²². Ceci pose un risque, car le parti peut être pris au dépourvu par une crise d'une gravité exceptionnelle, et dans ce cas, le parti aurait le droit d'accuser tous ceux qui ont vu le danger, mais ne l'ont pas appelé ouvertement par son nom, d'avoir mis la forme au-dessus du contenu.

Compte tenu de cette situation, je pense, que c'est maintenant non seulement mon droit mais aussi mon devoir de dire ce qu'il en est à chaque membre du parti que je considère suffisamment préparé, mûr, mesuré et, par conséquent, en capacité d'aider le parti à sortir de l'impasse sans des convulsions et des bouleversements fractionnels.

Léon Trotsky

8 octobre 1923

²² Trotsky pense à la période commençant à l'automne 1922 lorsque Staline prit le poste de secrétaire général du Comité central du PCR(b).